

LES MISSIONS LOCALES BRUXELLOISES : ACTRICES DANS ET POUR LA VILLE ?

Les Missions locales, actrices d'une stratégie urbaine pour l'emploi et l'économie sociale, tel était l'intitulé du séminaire organisé le 5 juin par la FeBISP avec l'appui des représentants des Missions Locales et d'OOTB et le soutien de la Région de Bruxelles-Capitale et du cabinet du ministre Eric Tomas. Destiné avant tout aux travailleurs des Missions Locales et d'OOTB, ceux-ci ont répondu présent (ils étaient plus de 120) et les personnes extérieures invitées (environ une trentaine) ont pu vérifier l'intérêt et l'envie de ces travailleurs de donner/trouver du sens à leur action quotidienne destinée aux personnes dites en cours d'insertion socioprofessionnelle.

Implantées depuis une quinzaine d'années dans le paysage associatif bruxellois, chaque Mission Locale s'est développée de manière singulière en fonction de son environnement local, des opportunités d'emploi et de formation, des réseaux associatifs existants et du pouvoir communal en place. Néanmoins, elles réalisent des types d'actions similaires parce qu'elles doivent se conformer à des textes législatifs communs (décrets, arrêtés d'application, cahiers des charges pour leur partenariat avec Bruxelles Formation et avec l'ORBEM), parce qu'elles développent toutes des actions qui s'inscrivent dans le cadre des politiques d'emploi européenne, nationale et régionale.

Aussi, la finalité de ce séminaire était-elle double. D'une part cerner l'identité commune des Missions Locales et mettre en valeur leur travail accompli (le rendre lisible et visible) ; d'autre part montrer comment les Missions Locales et OOTB influent sur le développement du territoire urbain et ses aménagements ou ses transformations.

Pour appréhender une telle question, la journée était scindée en deux temps : une matinée destinée à fournir une image plus précise de l'environnement des Missions Locales et d'OOTB avant un bref historique de ces acteurs ; et un après-midi proposant quatre ateliers thématiques chacun illustré par une série d'actions « exemplatives » servant de substrat aux échanges entre les participants.

Quatre experts se sont succédés pour évoquer « Bruxelles ma belle » comme le dit le chanteur. Gabriel Maissin, maître en sciences de la population et du développement (et également administrateur-délégué de la FeBISP) a démarré les travaux en rappelant ce qu'est le phénomène urbain et ce qu'il signifie à Bruxelles, ville mondiale malgré sa petite taille, ville traversée par de multiples frontières (économique, sociale, culturelle, géographique...). Stéphane Thys, directeur de l'Observatoire bruxellois de l'emploi et des qualifications (ORBEM), est intervenu pour évoquer le paradoxe bruxellois du point de vue du bassin d'emploi et des limites de l'agglomération urbaine. Marie-Laurence de Keersmaecker, géographe, chercheuse à l'unité d'urbanisme et du développement territorial de l'UCL, a traité de la capitale européenne sous l'angle des caractéristiques de sa population et des polarisations sociales qui en découlent. Enfin Christian Vandermotten, géographe, chercheur à l'Institut de gestion de l'environnement et d'aménagement du territoire de l'ULB, a mis en lumière les contradictions induites par les différentes politiques de développement urbain.

Pour clôturer la matinée, Jean-Philippe Martin, directeur de la Missions Locale de St-Gilles, et André de Bisschop, coordonnateur d'OOTB, ont présenté le cadre législatif et l'outil « Mission locale/OOTB » à partir des trois missions-clefs : la coordination des opérateurs locaux, la prospection et le montage de projets, l'accueil et l'orientation des publics.

Tout aussi studieuse fut l'ambiance de l'après-midi pendant lequel les participants se sont séparés en 4 ateliers, chacun recouvrant un domaine d'action des Missions Locales et d'OOTB :

Atelier n° 1 : actions dans le domaine de l'insertion socioprofessionnelle (emploi, formation).

Atelier n° 2 : actions dans le domaine de l'économie sociale.

Atelier n° 3 : actions dans le domaine de la réhabilitation des quartiers et des nouveaux métiers de la ville.

Atelier n°4 : actions dans le domaine du développement communautaire, de la cohabitation et de l'intégration.

Si les grandes orientations des politiques sont désormais établies à un niveau européen et national (via la SEE et les PAN) il en ressort que leur application se doit d'être modulée en tenant compte du contexte local pour que des synergies efficaces entre les acteurs puissent s'opérer.

Eric Buysens, représentant du Ministre Tomas, qui a eu pour tâche de conclure la journée, s'est exprimé en ce sens. Les Missions Locales et OOTB sont un outil régional pour l'emploi. Même s'il n'existe pas de texte législatif en tant que tel affirmant ce rôle, celui-ci se retrouve dans d'autres textes ou projets. Ainsi de l'ordonnance sur la gestion mixte du marché de l'emploi qui reconnaît comme acteur à part entière les « opérateurs d'emploi qui agissent sur le marché de l'emploi en poursuivant une finalité sociale dont les associations d'insertion socioprofessionnelle » ; ainsi du champ de l'économie sociale où les Missions Locales peuvent jouer la fonction de laboratoire expérimental grâce à l'ordonnance sur les Initiatives Locales de Développement et d'Emploi ; ainsi du Réseau des Plates-formes locales pour l'Emploi initié par l'ORBEM.

La synthèse des échanges et des idées exprimées dans chacun des ateliers a montré qu'il n'y a plus lieu de remettre en cause l'existence des Missions Locales ; au fil des ans elles ont montré leur utilité et acquis leur légitimité. Une question encore en suspens devient alors comment peuvent-elles investir et

se positionner dans des champs d'activités que seules certaines ont défriché en fonction des opportunités : l'économie sociale, la rénovation urbaine, le développement communautaire et l'intégration des personnes d'origine étrangère. Or agir dans ces champs c'est participer au modelage, à la reconfiguration de la ville.

La journée a permis de mettre en évidence trois défis pour Bruxelles : celui d'une politique « urbaine » au-delà des politiques macro d'emploi, de transport, de logement..., celui d'une approche territoriale, ciblée, mais qui tiennent compte des populations comme acteurs et enfin celui d'avoir une vision de la ville et des acteurs différente de la seule injonction de l'internationalisation. Ces trois défis, les Missions Locales par leur ancrage - risquons le pléonasse - local peuvent contribuer à leur réalisation. Parce qu'au vu de leur implantation et des missions qu'elles doivent poursuivre, elles disposent d'une connaissance du public, des habitants, des autres acteurs sociaux et économiques et parce que la démarche d'insertion socioprofessionnelle suppose de pouvoir travailler, utiliser ou s'appuyer sur d'autres facettes que l'emploi ou la formation.

Les Missions Locales voulaient que ce séminaire soit un point de départ d'un processus de questionnement de leur rôle et de leurs missions. D'autres étapes ponctueront l'année 2003 et l'année 2004, à partir de l'ensemble des interventions et des débats retranscrits prochainement par des journalistes d'Alter Echos.

Pierre-Alain Gerbeaux